

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **DEVCO-C-5** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Paolo Ciccarelli**  [**Paolo.CICCARELLI@ec.europa.eu**](mailto:Paolo.CICCARELLI@ec.europa.eu)  **+32 229-60347**  **1**  **3ème trimestre 2020 [[1]](#footnote-1)**  **2 ans1**  **⮽ Bruxelles □** **Luxembourg** □ A**utre: ……………..** |
|  | □**Avec indemnités ⮽**  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

En 2017, la Commission européenne a publié un cadre global pour sa politique de développement numérique définissant l'approche Digital4Development (D4D) et soulignant le potentiel des technologies et des services numériques en tant que puissants facilitateurs d'un développement et d'une croissance durables et inclusifs. L'approche D4D encourage l'intégration des solutions et des technologies numériques dans la politique de développement de l'UE. En juillet 2019, le groupe de travail UE-Union africaine sur l'économie numérique (Digital Economy Task Force - DETF), créée dans le cadre de l'Alliance Afrique-Europe pour l'investissement et l'emploi durables, a publié un rapport final contenant une série de recommandations politiques sur la manière d'exploiter le potentiel de la transformation numérique pour atteindre les objectifs de développement durable. Le DETF s'aligne ainsi sur l'approche D4D, faisant écho à son engagement de favoriser une transition numérique ouverte, libre et sûre.

Compte tenu de la priorité élevée accordée à la numérisation au sein de DEVCO et à l’approche D4D, DEVCO cherche à recruter un expert national détaché (END) gratuit sur la base d'une description de poste qui met en évidence l'expérience en matière de numérisation.

Sous la supervision générale du chef d'unité, l'END soutiendra DEVCO dans la réalisation du programme D4D. Cela comprendra :

* Contribuer à la formulation de la politique sectorielle et à l'analyse qui s'y rapporte (en mettant l'accent sur les partenariats public-privé, les environnements TIC favorables aux entreprises, les investissements notamment par le mixage (blending), la création d'emplois, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, etc.)
* Promouvoir le D4D au sein de la Commission, des institutions européennes, des États membres et d'autres parties prenantes.
* Contribuer à l'élaboration de documents de programmation et d'actions de mise en œuvre préparés par d'autres services et au processus de soutien à la qualité qui s'y rapporte.
* Soutenir les Délégations et les services du siège dans la conception des programmes numériques.
* Contribuer au processus d'appui à la qualité pour la numérisation.
* Préparer/contribuer aux rapports, briefings et événements liés aux questions sectorielles.
* Contribuer à une meilleure communication, au partage d'informations, à la coordination et améliorer la visibilité et la compréhension de la coopération au développement de l'UE sur les questions sectorielles.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : droit/économie/ingénierie ou tout autre domaine pertinent ; une spécialisation dans le domaine pertinent pour le poste serait un atout (par exemple, télécommunications, gouvernance en ligne, compétences numériques, cybersécurité, technologies innovantes émergentes).

Expérience professionnelle

Expérience professionnelle pertinente dans la formulation et/ou la mise en œuvre et/ou l'évaluation des politiques, programmes et projets de coopération internationale liés au numérique ;

Expérience avérée dans le domaine de la numérisation ou dans des secteurs liés aux nouvelles technologies.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais (Niveau C1/C2).

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)